

## Croissance, un culte en voie de disparition

Jean Gadrey, *Le Monde diplomatique*, Novembre 2015



Quand bien même la croissance reviendrait dans les pays développés, elle empêcherait d'atteindre les objectifs climatiques. D'autres chemins vers le progrès humain méritent d'être explorés.

Il existe de multiples explications à la « baisse tendancielle du taux de croissance (1) » observée depuis plusieurs décennies dans les pays riches, et plus récemment dans les pays émergents. Même des économistes médiatiques commencent timidement à envisager l'hypothèse d'un monde sans croissance, du moins dans les pays dits avancés. C'est le cas, aux Etats-Unis, de Paul Krugman et de Larry Summers, pour qui « *une stagnation séculaire est plausible* (2) ». En France, Thomas Piketty nous met lui aussi en garde : « *Est-il bien raisonnable de miser sur le retour de la croissance pour régler tous nos problèmes ? Cela ne résoudra pas l'essentiel des défis auxquels les pays riches doivent faire face* (3). » A son tour, Daniel Cohen nous exhorte : « *Affranchissons-nous de notre dépendance à la croissance* (4). »

Quelques hirondelles ne font pas le printemps, mais ces exemples ne sont pas insignifiants, bien qu'aucun ne fasse intervenir un facteur explicatif essentiel : l'épuisement, déjà en cours, de la plupart des ressources naturelles de la croissance. Matthieu Auzanneau, spécialiste du pic pétrolier, et Philippe Bihouix, expert des ressources fossiles et des minerais, en ont livré des constats rigoureux (5).

Pourtant, le culte de la croissance est à ce point ancré dans l'esprit des dirigeants politiques que, même lorsqu'ils tiennent des discours enflammés sur la lutte contre le changement climatique, ils s'empressent de rappeler qu'elle demeure un impératif. M. François Hollande a donné le ton lors de son intervention à Sassenage, en Isère, en août 2015 : « *Vous savez que la France va accueillir la Conférence sur le climat ; elle doit donc être exemplaire. En même temps, la transition énergétique, l'enjeu climatique, est aussi un défi pour la croissance. La croissance, nous voulons la soutenir, la stimuler. En définitive, elle est là dès*

*lors que nous utilisons les outils de la transition énergétique.* » Le président français a ensuite prononcé le mot « croissance » quatorze fois en deux minutes, en particulier dans cette séquence : « *Mon objectif est la baisse du chômage, et la baisse d'impôts est aussi une façon d'atteindre plus de croissance. Car s'il y a plus de consommation, s'il y a plus de confiance, il y aura plus de croissance. Tout est donc lié à la croissance ; la croissance peut aussi nous permettre d'avoir des baisses d'impôts, et les baisses d'impôts, d'avoir plus de croissance* » (6).

Comment prétendre être exemplaire sur le climat en liant tout à la croissance ? Cette contradiction ne dérange pas nombre de dirigeants, qui partagent une nouvelle religion : la « croissance verte », cette transition censée stimuler la croissance, laquelle facilitera la transition. L'ancien président américain George W. Bush avait résumé son credo en matière d'environnement par cette formule : « *La croissance économique n'est pas le problème, c'est la solution* (7). »

Une « croissance verte » compatible avec la finitude des ressources est un mythe

Assurément, face au changement climatique et à d'autres manifestations de la crise écologique, il faudrait investir massivement dans les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments, l'efficacité énergétique, l'agroécologie, la mobilité douce, etc., et donc organiser leur croissance. Mais en mettant l'accent sur des secteurs spécifiques dont l'expansion serait souhaitable, on ignore les questions les plus gênantes. Quelles activités et productions doivent nécessairement décroître compte tenu de leur impact négatif sur le climat, la biodiversité, la santé humaine, etc. ? Par ailleurs, quelle proportion de combustibles fossiles faut-il impérativement laisser dans le sol pour limiter le réchauffement ? Et si c'est entre 60 % et 80 %, comme l'affirment les évaluations les plus récentes, quelles conséquences cela peut-il avoir sur une croissance mondiale encore très largement propulsée par ces combustibles ? Plus généralement, la croissance économique, même faible, est-elle compatible avec les taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui exigés pour ne pas franchir des seuils critiques de concentration dans l'atmosphère ?

On doit à l'économiste Michel Husson (8) des projections assez simples permettant de déterminer d'ici à 2050 le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial — ou du PIB par tête — compatible avec les différents scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il les a établies en fonction d'hypothèses sur le rythme de réduction de l'« intensité CO<sub>2</sub> du PIB mondial » (9). Conclusion : « *L'objectif plancher du GIEC [une division par deux des émissions globales entre 2010 et 2050] ne peut être atteint que par une combinaison d'hypothèses très optimistes sur le rythme de réduction de l'intensité CO<sub>2</sub> du PIB [— 3 % par an, soit le double du rythme observé depuis vingt ans] et l'acceptation d'un ralentissement marqué de la croissance du PIB par tête [0,6 % par an en moyenne dans le monde]. Quant à l'objectif le plus ambitieux — une baisse des émissions de CO<sub>2</sub> de 85 % d'ici à 2050 —, il semble complètement hors d'atteinte.* » Il exigerait en effet une réduction drastique de l'intensité CO<sub>2</sub>, et une réduction absolue du PIB par tête.

Autant dire que la « croissance verte » est un mythe si l'on postule, en accolant ces deux termes, une croissance compatible avec la finitude des ressources matérielles (combustibles fossiles, minerais, terres arables, forêts, eau...) et avec une stricte limitation des risques climatiques et autres dommages causés aux océans, à la biodiversité, etc. Mais, alors,

comment penser un monde débarrassé de ce culte ? Faut-il se résoudre à accepter une régression sociale au nom de l'écologie ?

Les dévots de la croissance sont enfermés dans des schémas de pensée où l'avenir ne peut ressembler qu'à une réactivation du passé. Ils n'imaginent pas que l'on puisse « relancer » autre chose que des quantités produites et consommées à grand renfort de campagnes publicitaires, d'obsolescence programmée et de vie à crédit. Et ils ressassent leur argument favori : sans une croissance suffisamment forte et continue, pas de créations d'emplois, pas de réduction du chômage ! Le triangle idéologique du libéral-croissancisme — la compétitivité des entreprises fait la croissance, qui fait l'emploi — est d'un simplisme affligeant. Pourtant, il continue d'orienter les décisions politiques.

En réalité, les acteurs dominants du capitalisme néolibéral adorent le chômage comme dispositif disciplinaire les autorisant, d'une part, à freiner les revendications salariales et, de l'autre, à intensifier et précariser le travail pour accroître les profits. Aucun projet post-croissance n'aboutira s'il ne convainc pas que la « relance » du bien-vivre dans un environnement préservé est nettement plus efficace pour vaincre le chômage que les recettes éculées du libéral-croissancisme.

Et pourtant, la croissance n'est nécessaire à la création d'emplois que dans le modèle actuel, qui repose sur la quête perpétuelle de gains de productivité : produire toujours plus avec le même volume de travail. Dans ce modèle, une croissance nulle ou faible, plus faible que les gains de productivité, mène à la régression du volume de travail, et donc du volume d'emplois si le temps de travail moyen par personne reste inchangé. On peut certes alors revendiquer des mesures de réduction ou de partage du temps de travail — c'est même la réponse la plus efficace à la montée du chômage à court et moyen terme ; mais on ne sort pas pour autant du productivisme.

Pour cela, il faut plutôt troquer le vieux logiciel du « partage des gains de productivité », héritage des « trente glorieuses » ou du fordisme, contre celui du partage des gains de qualité et de soutenabilité. Orienter le système de production et de consommation selon une logique qualitative du « prendre soin » (des personnes, du lien social, des objets, de la biosphère...), en plaçant la qualité des biens communs sociaux et écologiques au cœur des activités humaines et de la politique : sobriété dans la quantité, prospérité dans la qualité. Cela implique aussi de s'attaquer aux inégalités pour que les nouveaux modes de consommation soient accessibles à tous. C'est même la principale condition pour que les milieux populaires ne voient pas dans cette transition la marque d'une écologie punitive.

**Une économie plus douce offre bien plus d'emplois riches de sens**

On constaterait alors que cette économie plus douce avec les humains, avec la nature et avec le travail, privilégiant les *low tech* (les « basses technologies », par opposition aux « hautes technologies », et qui n'exigent pas moins d'innovation), offre bien plus d'emplois riches de sens que l'économie productiviste actuelle. Pour une raison simple : à quantités identiques, donc sans croissance, il faut nettement plus de travail humain pour produire propre, vert et sain, dans de bonnes conditions de travail et d'emploi. L'agriculture biologique, par exemple, requiert environ 30 % à 40 % plus de travail que l'agriculture industrielle et chimique pour produire les mêmes quantités de fruits, légumes, céréales, etc.

Cette vision d'une autre « grande transformation » est-elle irréaliste ? Non, car de telles solutions sont déjà mises en œuvre un peu partout dans le monde. Elles fonctionnent, et

elles tendent même à se diffuser, en dépit des tirs de barrage des thuriféraires du vieux modèle, qui sont encore aux manettes. On en trouve de nombreux exemples probants — en Inde, en Amérique latine, en Afrique, aux Etats-Unis et en Europe — dans plusieurs ouvrages ou documentaires récents (10), sans parler des expériences locales portées par le réseau Alternatiba et par son association fondatrice au Pays basque, Bizi ! (« Vivre ! » en basque).

Il appartient aux citoyens, le plus souvent en contournant les responsables politiques, et plus rarement avec leur appui, de s'insurger et de généraliser ces logiques où la triade compétitivité-croissance/consumérisme/emplois indécentes-chômage cède la place à une autre : coopération-bien vivre/sobriété matérielle/emplois décentes-activités utiles...

Jean Gadrey

(1) Cf. les quatre billets publiés à ce sujet en octobre et novembre 2009 sur le [blog de l'auteur](#).

(2) Paul Krugman, « [Secular stagnation, coalmines, bubbles, and Larry Summers](#) », The Conscience of a Liberal, 16 novembre 2013.

(3) Thomas Piketty, « [La croissance peut-elle nous sauver?](#) », *Libération*, Paris, 23 septembre 2013.

(4) *Le Monde*, 6 janvier 2014.

(5) Matthieu Auzanneau, *Or noir. La grande histoire du pétrole*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2015 ; Philippe Bihouix, *L'Age des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Seuil, coll. « Anthropocène », Paris, 2014.

(6) François Hollande, « [Intervention lors de son déplacement à Sassenage en Isère](#) », 21 août 2015.

(7) Discours devant la National Oceanic and Atmospheric Administration, Silver Spring (Maryland), 14 février 2002.

(8) Michel Husson, « [Un abaque climatique](#) », note n° 89 (PDF), 20 août 2015.

(9) Ce terme désigne les émissions de CO2 par unité de PIB produite.

(10) Cf. notamment Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2012 ; Marie-Monique Robin, *Sacrée Croissance !*, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2014 ; [Collectif des associations citoyennes \(CAC\)](#), *Ecologie au quotidien*.